

Le libertaire

Administration : PIERRE MUALDES
9, rue Louis-Blanc, Paris (10°)

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

Rédaction : SÉBASTIEN FAURE
9, rue Louis-Blanc, Paris (10°)

ABONNEMENTS

FRANCE	ÉTRANGER
Un an... 18 fr.	Un an... 24 fr.
Six mois... 9 fr.	Six mois... 12 fr.
Trois mois... 4 fr. 50	Trois mois... 6 fr.
Chèque postal : 1016000-12	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

MANIFESTE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

LES PRINCIPES

Une fois de plus et plus fortement que jamais, les anarchistes, groupés dans l'Union Anarchiste Communiste, affirment que le principe d'autorité, d'où procèdent toutes les institutions actuelles, est la cause de tous les maux sociaux.

Ils sont donc les irréductibles ennemis de l'autorité politique : l'Etat, de l'autorité économique : le capitalisme, de l'autorité morale et intellectuelle : la religion, le patriotisme et la morale officielle. En d'autres termes, les anarchistes sont contre toutes les dictatures : celles d'hier, d'aujourd'hui ou de demain, quelles découlent d'un principe religieux, scientifique, politique ou économique.

Par contre, ils se déclarent partisans d'une organisation sociale dont tout le mécanisme reposera sur l'association libre des producteurs et des consommateurs en vue de la satisfaction de tous leurs besoins : économiques, intellectuels, affectifs, scientifiques, artistiques, etc.

ILS SONT COMMUNISTES, parce que le communisme est la seule forme de société assurant à tous et à chacun leur part égale de bien-être ; notamment aux enfants, aux vieillards, aux malades, aux moins doués.

ILS SONT INDIVIDUALISTES, en ce sens que, mettant tout en commun, ils donnent à chacun les possibilités matérielles de développer dans tous les sens et à son gré son individualité.

Mais leur individualisme n'a rien de commun avec l'individualisme de ceux qui veulent légitimer des actes tels que prostitution, exploitation de l'homme par l'homme et toute autre théorie de « débrouillage » individuel.

ILS SONT REVOLUTIONNAIRES. Ils ne se font pas d'illusion sur l'efficacité des réformes partielles que l'action populaire est susceptible d'arracher aux maîtres de l'heure, car ils sont convaincus que ces réformes ne seront consacrées par les classes privilégiées que pour éviter la chute de leur régime.

Ils restent persuadés que la société bourgeoise, pour se maintenir, ne reculera devant aucun moyen légal ou illégal de violence — c'est pourquoi ils persistent à affirmer que la transformation de la société ne viendra que d'une révolution sociale.

ILS SONT EDUCATIONNISTES parce qu'ils ont la ferme conviction que la révolution sociale ira d'autant plus loin dans la voie des réalisations anarchistes que la somme des évolutions individuelles sera plus élevée.

Cependant, sans attendre cette révolution, ils dépensent tous leurs efforts pour réaliser en eux et autour d'eux le maximum de perfection individuelle.

PROGRAMME SOCIAL

Les anarchistes groupés au sein de l'Union anarchiste communiste ne constituent pas un parti politique ou autre ayant la prétention de prendre le pouvoir et d'administrer la société.

Le communisme anarchiste étant basé sur la libre association des individus pour la satisfaction de tous leurs besoins, il appartient à des organisations issues directement du peuple d'assumer le fonctionnement de la vie sociale.

Les Anarchistes se groupent pour combattre les institutions autoritaires, gardiennes des privilèges, et les multiples associations politiques, économiques ou financières dont le but est de maintenir et renforcer le système d'exploitation et d'esclavage actuellement en vigueur.

Face à ce formidable appareil répressif, se renforçant chaque jour, et à tous les organismes de réaction ou de conservation sociale qui se multiplient, ils estiment nécessaire de se grouper solidement pour constituer une force susceptible de lutter avec efficacité contre tous les éléments d'oppression et d'exploitation.

Si l'effort individuel peut préparer les voies de la transformation sociale, seule une action collective et populaire pourra réaliser pratiquement cette transformation.

Une organisation de propagande et de lutte est donc indispensable pour obtenir le maximum de puissance et de résultats.

Les anarchistes ne sont pas des utopistes.

S'inspirant de la formation et du développement de nombreuses associations de tous genres se constituant actuellement dans de multiples domaines, ils constatent que l'esprit d'association et de fédéralisme prédomine de plus en plus.

Le centralisme a prouvé son impuissance tant politique qu'économique. Les anarchistes restent donc partisans d'une organisation sociale basée sur la Commune, agglomération locale assez vaste pour pratiquer efficacement la solidarité, organiser la production et la répartition, en utilisant les meilleurs procédés techniques, en organisant rationnellement le travail, sans que son étendue soit un obstacle au concours et au contrôle direct de tous les habitants intéressés au bon fonctionnement de l'organisme communal.

La Commune ne doit pas être la caricature des conseils municipaux actuels, ni la reproduction en miniature des gouvernements. C'est un pacte moral et matériel qui unit tous les habitants d'un certain territoire, pacte par lequel ils se garantissent mutuellement et réciproquement les conditions matérielles, intellectuelles et morales permettant à chacun, quels que soient son âge, son sexe, son état de santé, etc., d'avoir un maximum de bien-être et de joissances compatibles avec les possibilités de production.

La Commune libertaire sera comme une grande famille dont tous les membres profiteraient de tous les avantages institués par la collectivité.

Organiquement, la Commune libertaire sera l'ensemble, l'accord établi par les formes diverses d'association qui se constituent, répondant chacune à un besoin ou à un effort : associations de répartition ou de consommation, associations de production, de logement, d'enseignement, d'hygiène, d'art, etc.

Reliées par un organisme à base coopérative, les formes de ces associations peuvent être très diverses, allant depuis la colonie intégrale jusqu'au travail ou à la consommation individuels.

Il n'appartient pas aux anarchistes d'aujourd'hui de codifier, d'enfermer en un cadre immuable les associations de l'avenir, chacune s'administrant intérieurement comme ses membres l'entendent.

Le rôle de la Commune est d'harmoniser, dans des assemblées où tous les groupements sont représentés, les efforts à fournir par les organismes de production avec les demandes et les besoins des organismes de consommation ou d'utilité générale.

Fédéralistes, les anarchistes nient la nécessité d'une centralisation quelconque.

Les relations entre communes peuvent s'organiser en dehors de tout pouvoir central :

1° Par des ententes décidées entre communes ;

2° Par la création de fédérations régionales, nationales, ou mondiales d'échange où les communes se fournissent des produits leur manquant en donnant en compensation le surplus de leur production.

3° Par l'organisation des services publics régionaux, nationaux et mondiaux par le moyen de fédérations ouvrières.

Sans entrer dans des détails fastidieux, les communistes anarchistes estiment que seule une organisation sociale instaurée dans les conditions énoncées ci-dessus est assez souple pour laisser la plus complète liberté à chacun et assez pratique pour être réalisable immédiatement après le triomphe d'une révolution sociale ayant anéanti toute espèce d'autorité et accompli l'expropriation totale des classes possédantes.

LES TACHES IMMEDIATES

Ces conceptions, dont la réalisation est plus ou moins prochaine, les anarchistes travaillent à les faire connaître et adopter par les masses populaires ; mais ils ne se désintéressent pas des tâches immédiates à accomplir.

Ils combattent sans faiblesse l'armée, la police, la magistrature, l'Eglise et autres institutions des bourgeoisies blanches, tricolores et rouges.

Ils s'opposent de toutes leurs forces à la guerre qui est une aggravation du régime que nous subissons. Ils soutiennent, défendent et secourent tous ceux

qui, comme Sacco et Vanzetti, supportent les coups de la répression étatique.

Ils aident tous les parias qui, dans un moment de leur existence se rebellent contre leurs maîtres ou même tentent d'assurer à leur famille ainsi qu'à eux-mêmes une vie plus décente.

Aussi voient-ils avec sympathie se développer des organisations populaires : syndicats, coopératives, etc., en qui ils voient des forces de l'avenir et dont ils suivent avec intérêt le développement.

Ils souhaitent que ces organismes, en dehors de toute tutelle politique, se placent sur leur véritable terrain : la lutte de classes.

COMPOSITION

L'Union Anarchiste Communiste adresse un pressant appel à tous ceux qui se réclament de l'esprit anarchiste, et après avoir lu le manifeste ci-dessus, donnent à celui-ci leur adhésion pleine et entière.

Elle demande à tous d'effacer de leur cœur et de leur esprit tout souvenir de ce qui a pu les diviser. Les adhérents de l'Union Anarchiste Communiste ont déjà accompli ce devoir de rapprochement et de réconciliation — et ils espèrent que ceux qui, pour diverses raisons de convenance personnelle ou de doctrine, se sont éloignés de l'U. A. C. y reprendront leur poste de combat.

A l'heure actuelle, où de graves événements se préparent, il est plus que jamais nécessaire que tous les éléments anarchistes se rapprochent et se concertent pour opposer un front de bataille unique.

Cet appel s'adresse en outre à tous les travailleurs anarchistes qui s'ignorent.

Il n'est pas possible que la malveillance et l'immixtion des partis politiques leur débarrassent plus longtemps. Il n'est pas possible, non plus, qu'ils restent étrangers à la lutte qui s'engage entre les principes d'autorité et de liberté dont leur avenir (de bien-être ou de misère) de liberté ou d'asservissement) est l'enjeu.

L'adhésion donnée à l'Union Anarchiste Communiste constitue une sorte d'engagement moral.

L'exemple étant la meilleure des propagandes, les membres de l'U. A. C. devront autant que possible concilier leurs actes avec les principes ci-dessus.

L'Union Anarchiste Communiste

Tous les adhérents de l'U. A. C. comprendront la nécessité de faire connaître le Manifeste à tous ceux qu'il est de nature à intéresser. Les diverses parties seront commentées, expliquées, développées et dans le Libertaire et dans les réunions publiques. Tous les militants auront à cœur de s'adonner pleinement à cette tâche urgente et indispensable.

AUX AMIS

Il est inutile, je pense, de répéter dans chaque numéro du Libertaire que la situation plus que critique de la Librairie et du journal nécessite un effort particulièrement urgent. La souscription pour la vie du Libertaire n'a produit, du 1er au 15 juillet, que 442 fr. C'est plus qu'insuffisant, d'autant plus que la saisie du numéro du 25 juin a encore augmenté notre déficit.

D'autre part, en réponse à notre appel nous n'avons reçu, cette semaine, que 130 fr., ce qui donne un total de 2.535 fr. Nous sommes donc loin de compte avec la somme strictement indispensable de 40.000 fr. Au moment où la propagande anarchiste révolutionnaire reprend un essor nouveau, nous voulons croire que tous les camarades auront à cœur de permettre que l'œuvre élaborée par le Congrès puisse se réaliser. — Pierre Mualdes.

3 ^e liste	
Chabonnet	15
Guillou Paris (2 ^e vers)	30
Les copains de l'abbatier réunis par Langlois	80
Collanges	5
Total	130
Listes précédentes	2.455
Total	2.585

LE NOUVEAU COMITE D'INITIATIVE

Le Congrès a désigné à l'unanimité les camarades suivants pour le nouveau C. I. : Sébastien Faure, Férardel, Le Meillour, Mualdes, Lecoin, Lentene, Loral, Petelot, Odéon, Delcourt, Lily Ferrer, Ceiton, Bouché, Lepoll, Marchal et Darras.

Secrétaire de rédaction du « Libertaire » : Sébastien Faure

Administrateur du « Libertaire » et de la Librairie : Pierre Mualdes.

Secrétaire de l'U. A. C. : Pierre Odéon.

LE CONGRÈS DE L'U. A. C.

En marche vers l'Unité Anarchiste

Le Congrès de l'Union Anarchiste Communiste qui vient de prendre fin marquera une date dans l'histoire du mouvement anarchiste français.

Jamais, en effet, comme à ce congrès, ne se manifesta un désir de travailler sérieusement, jamais volonté d'aboutir ne fut avérée à un si haut point.

Se plaçant une fois pour toutes en dehors de la logomachie pseudo-philosophique, se débarrassant de toutes les ridicules et interminables mesquineries des mots plus ou moins sonores parce que creux, les congressistes ont tenu à affirmer nettement les principes de l'U. A. C. ; ils se sont échappés des spéculations à allure scientifique pour tracer un programme d'action immédiate et de réalisation économique et sociale.

Et enfin un grand esprit d'apaisement, de fraternité, un puissant désir de solidarité animèrent tous les camarades venus à Orléans pour tracer une voie nouvelle au mouvement anarchiste.

Sur le manifeste publié par l'U. A. C. tous les anarchistes vraiment sérieux ont pu voir s'unir pour former un faisceau d'énergies, de propagande et de travail réalisateurs.

Que tous les antiautoritaires dignes de ce nom — c'est-à-dire voulant vivre une existence de liberté dans une société harmonieuse — que tous ceux qui veulent œuvrer à l'aboutissement de notre propagande et de notre action rejoignent l'U. A. C.

Car dans notre Union, désormais animée d'un esprit nouveau, débarrassée des mesquines disputes de personnes, délivrée de l'oppression des querelles, tous les militants libertaires ont leur place.

Que tous oublient ce qui a pu nous diviser un moment, qu'ils effacent de leur cœur comme nous voulons les effacer du nôtre les mots vides, quelquefois injustes qu'une polémique a pu faire échanger.

Les congressistes d'Orléans tendent leurs mains fraternelles à tous les anarchistes révolutionnaires sérieux qui font leur notre programme.

Que le souffle d'apaisement et de fraternité, que le désir d'union et de solidarité anarchistes qui nous animent gagnent les cœurs de tous.

Au moment où toutes les forces d'autorité se coalisent, opposons aux hordes dictatoriales le front uni des anarchistes révolutionnaires.

L'Union Anarchiste Communiste peut, doit et veut être l'association fraternelle dont les efforts aboutiront à l'avènement de la Commune Libertaire.

Que pas un militant ne se dérobe à sa tâche et à son devoir.

Nous devons être compris. Nous le serons !

Louis Loral.

JOURNÉE DU 12 JUILLET

Groupes représentés : Saint-Denis, Hélin-Liéland, Livry-Gargan, Pantin, Monteban, Croix, Marçay-Barcel, Jeunesse Anarchiste-Communiste, Nogent-Le Perreux, Le Havre, Fédération du Gard, Ville-neuve-Saint-Georges, Orléans, Bezons, Thiers, Limoges, Douai, Thourout-Amiens, Albi, Carmaux, Méru, Calonne-Liévin, Nîmes, Paris, 3 et 4, 15, 19, 20, Editions Internationales, Brest, 5 et 6 Paris, Bordeaux, Saint-Etienne, Fédération du Centre, Fédération du Nord et du Pas-de-Calais, Angers, Trélazé (correspondance), Fédération Anarchiste-Communiste Belge, Gien, Remoullins, Aisais, Saint-Laurent-d'Aizoux, Watrelot, Seclin.

Présents individuels : Guérineau, Voetzel.

La séance du matin est ouverte à 10 heures.

Odéon lit des lettres de Malatesta, Tricheux, des groupes de Trélazé, Toulouse, Alger, Lyon, Nice, Pietro Gori, Reims ; Monteban, Bureau International Antimilitariste, Union Anarchiste Italienne en France, Fédération des Travailleurs Libres allemands, Marseille, Réveil Anarchiste de Genève, Groupe des Anarchistes Russes à l'Etranger, Groupe juif, etc.

Ensuite Odéon fait le compte rendu financier de l'U. A.

SEANCE DE L'APRES-MIDI

La séance est ouverte à 1 h. 30 sous la présidence de Hoché Meurant (Fédération du Nord et du Pas-de-Calais).

Louis Loral (Monteban) rappelle les précédents congrès et estime que le malaise provient de l'esprit de contenter tout le monde qui régnait jusqu'alors. « En voulant contenter tous, on n'a contenté personne. »

Il demande une précision de doctrine et une affirmation catégorique de nos principes communistes-anarchistes.

L'abondance des matières nous oblige à remettre à la semaine prochaine de nombreux articles, ainsi que la suite des « Mémoires » de Nestor Makhov.

Il dénonce cet individualisme, prétendu anarchiste mais qui n'est qu'un individualisme bourgeois, sinon en puissance, du moins en pensée.

Il donne le titre d'anarchiste à ceux qui ne croient pas à la possibilité d'un milieu social sans autorité.

Hoché Meurant (Nord) demande que l'on reprenne la motion de Saint-Denis et retrace les causes de notre malaise. Il admet les camarades de pratiquer une solidarité révolutionnaire, ainsi que le demandait Bakounine dans son manifeste. Il expose la raison de s'affirmer contre toute dictature. Il propose au nom de la Fédération du Nord, de modifier le titre de l'U. A. et de l'appeler Union Anarchiste révolutionnaire. Il voudrait que l'U. A. C. édite une brochure, une affiche ou un manifeste exposant au peuple la pensée unanime des congressistes.

Peyroux (Limoges) affirme que l'on est dans un Congrès de partisans de l'organisation et de réalisation anarchistes-communistes. Il reprend une parole de Mualdes disant que l'on parle beaucoup d'organisation avant les Congrès, mais qu'on l'oublie beaucoup après. Il pense qu'il est téméraire de s'affirmer avant tout démolisseurs sans avoir au préalable établi un minimum d'entente et de cohésion pour la reconstruction. Il parle de la synthèse et de l'esprit d'analyse scientifique qui nous donnent des moyens de réalisation anarchiste.

Il était à Bezons, en août 1925, d'accord avec Loral qui voulait l'unité anarchiste pour l'unité de vue, mais il pense que cela n'est pas possible. Il croit qu'il y a plus d'affinité entre anarchistes et syndicalistes, car le syndicalisme n'est qu'une déviation de l'anarchisme.

Il analyse la charte d'Amiens qui interdit les discussions philosophiques — et qui demande aux anarchistes de se débarrasser, c'est-à-dire d'être anarchistes en dehors et neutres au dedans des syndicats.

Il croit qu'il y a un besoin d'unité de toutes les tendances de l'anarchisme.

Le Meillour (Bezons) demande une motion qui contienne les précisions nécessaires. Il critique les individualistes qui ont tout démolé et il cite les cas Colomer-Louvet, etc. On n'a exclu personne, ce sont eux qui sont partis.

Burgat (Le Havre), croit qu'on exagère la portée des motions en présence. Il fait que le mouvement sorte du marasme dans lequel il est plongé. Il fait une propagande basée sur des principes nettement définis. Il affirme que son groupe est partisan d'une société anarchiste-communiste. Il estime nécessaire d'affirmer que l'illégalisme n'a rien à voir avec l'anarchisme.

Meurant lit une lettre d'Albi appuyant l'idée d'une organisation sérieuse que ne comprendra ni patrons, ni illegalistes, ni antisindicalistes.

Marchal (20^e) et Livry-Gargan) précise que jamais il n'a été question d'exclusion. Il lit une motion de Livry-Gargan.

Burgat précise sa pensée.

Pradier (Fédération du Gard) estime qu'en province les individualistes s'entendent très bien avec les anarchistes communistes.

Le Meillour dit qu'il n'y a pas d'esprit spécial à Paris ou en province.

Loral dit qu'il est partisan de l'unité, mais une unité de pensée, de méthode et d'action et non une unité impossible d'individus pensant différemment.

Lecoin lit sa motion et la commente. Il constate que si avant la guerre, les individualistes nous blaguaient quand nous parlions d'organisation, ils en reconnaissent aujourd'hui la nécessité. Après un échange de vues auquel prennent part Férardel, Loral et Meurant et quelques modifications apportées à sa motion, Lecoin voudrait faire appel à tous les anarchistes pour défendre notre programme.

Odéon veut préciser les responsabilités de la scission. Ce sont ceux qui sont partis qui parlent d'exclusion et de comité directeur. Or, il met au défi de citer un cas d'exclusion par le C. I.

Il pense qu'il faut préciser nos principes et nos aspirations sociales : prises des moyens de production.

Férardel (éditions internationales) se réjouit de voir poser la question ainsi. Il se déclare prêt à rentrer à l'U. A. et rappelle comment Colomer déforma la thèse de Malatesta. Il cite plusieurs cas et demande l'unité fraternelle des communistes anarchistes.

Bouche (Saint-Denis), parle de la circulaire envoyée par l'Anarchie.

Sébastien Faure répond à Bouche en lui rappelant les incidents qui ont motivé la parution de ce journal, il affirme avoir communiqué les adresses mais n'avoir jamais approuvé le journal.

Bouche lit la motion de Saint-Denis, il rappelle des textes de Bakounine, se réjouit de voir Lecoin revenir à de meilleurs sentiments. Il pense que l'anarchisme doit combattre les forces d'oppression sur tous les terrains, aussi bien économique que social — et se défend de vouloir empiéter sur le syndicalisme.

Bastien (Amiens), estime que la motion Lecoq est incomplète parce que le rôle social n'est pas assez défini. Il dit qu'entre le mot anarchiste et le mot communiste il y a une différence.

Anarchiste veut dire destructeur. Communiste signifie constructeur. Donc nous devons nous affirmer anarchistes-communistes.

Il estime qu'un groupement ne tolérant pas dans son sein des individus adversaires de ses principes ne commet pas de dictature; c'est l'individu qui impose au groupe sa présence désagréable qui compromet un acte d'autorité. Il faut préciser que le communisme-anarchiste entend donner à chaque individu la plus grande somme de liberté.

Sébastien Faure se réjouit de constater un esprit de travail, une volonté d'aboutir comme il n'en avait pas encore lors des précédents congrès.

Il se félicite de la rédaction claire de l'ordre du jour et propose d'ordonner les travaux.

JOURNÉE DU 13 JUILLET

Séance du matin

Marchal (Drancy) expose sa conception de propagande méthodique. Il pense qu'il faudrait trouver quelques bons tacticiens qui devraient, à chaque occasion, exposer notre point de vue économique.

Salis (Saint-Etienne) constate que les événements lui donnent raison. Il fait un exposé rétrospectif des cinquante dernières années; les fascistes de toutes couleurs ont accaparé toutes les salles, nous maintenant dans l'impossibilité de faire notre propagande.

Plus que jamais, nous devons délaissier les questions sexuelles, qui ne sont pas primordiales au point de vue économique. Il voudrait que le prochain Comité d'Initiative fasse des plans de méthode et ne perde pas son temps à discuter de telle ou telle théorie amour-libriste.

Établisons un plan de travail pour l'année.

Meurant (Nord) répond à Salis qu'il aura satisfaction.

Bastien (Amiens), dans un exposé vigoureux, montre que les anarchistes ont bien un point de vue économique et, contrairement à Salis, il voit l'U. A. évoluer vers une bonne méthode de travail.

Son exposé est en trois points: avant, pendant et après la révolution.

Les individus constatent que le centralisme étend ses méfaits un peu partout; témoins les grandes firmes à usines multiples.

Cependant, à côté, de petites usines se montent dans les moindres villages, et ceci est l'ambition de la Commune Libérale, avec cette différence que lorsque celle-ci sera réalisée, ce seront les ouvriers qui se géreront eux-mêmes au lieu de laisser à quelques individus appelés conseillers municipaux le soin de gestion.

La Commune de l'avenir doit être une association de producteurs et de consommateurs travaillant pour tous, même pour les malades — et c'est cela qui différencie nos conceptions de celles des individualistes, qui se refusent à travailler en commun.

Nous ne prétendons pas, cependant, modifier le travail, mais si nous admettons le travail individuel, il faudra quand même une solidarité complète au sein de la Commune — et c'est ce qui nous rapproche des individualistes sérieux.

Certes, la question économique ne peut rester locale, car il faudra que les communes fassent des échanges de produits. Il faudra cependant des organismes organisés sérieusement, qui, au lieu d'être placés sous l'autorité d'un ministre plus ou moins incompétent, seraient régis par de grands syndicats régionaux.

Bastien passe ensuite au système des coopératives, qui sont actuellement animées d'esprit mercantile, mais qui sont, malgré tout, le premier point de départ de la révolution des vivres.

Pendant la révolution, il faudra préconiser aux ouvriers la reprise des usines et aux paysans la reprise des champs. Mais nous devons nous garder d'aller trop loin, car il est dangereux de croire que chacun a le droit de s'emparer des terres pour son propre usage.

L'œuvre de grand nombre de révolutionnaires, c'est de penser qu'il suffit d'envoyer quelques milliers d'hommes armés pour obtenir des campagnes le rendement de production; cette pensée est une grosse méprise, car une révolution semblable ne peut triompher, et seule l'organisation méthodique des associations, qui sont le germe de la vie future fera réaliser notre idéal.

Bastien incite les camarades à entrer dans tous ces groupements pour leur insuffler un peu d'énergie.

Meurant rappelle des faits de la guerre qui ont donné à réfléchir, et c'est pour cela qu'il voudrait que les rachitiques et les malades soient envoyés dans les campagnes.

Lecoq ne veut pas froisser Bastien, mais il constate que le sujet traité par celui-ci est complètement développé dans une dizaine de gros bouquins. Il n'accepte pas son point de vue, qui pourrait pousser les communes à un genre d'égoïsme local.

Il est possible que des communes veulent exiger une espèce monétaire, mais nous devons combattre tout de suite cette éventualité en y apportant les solutions les meilleures pour éviter une telle calamité.

Bastien répond en disant qu'étant obligé de condenser son discours, il craint bien que Lecoq n'ait pas bien compris, et s'il est facile de contrôler une petite agglomération, il est beaucoup plus ardu de le faire de pays à pays. C'est la raison qui fait qu'il veut envisager les moyens pratiques de vie réalisables immédiatement et non en période indéterminée.

Puis il montre à Lecoq des régions se refusant d'entrer dans les voies de la révolution. Il faudra donc employer la violence ou la douceur. Il préfère la seconde manière, car les bolcheviks qui ont voulu appliquer la première ont été battus par les paysans.

Il est évident que si une province ou un pays n'ayant pas accompli sa révolution demande de l'or en échange de ses produits, il n'y aura aucun inconvénient à lui donner satisfaction — étant bien entendu que la monnaie n'aura plus cours et aucun pouvoir d'achat dans les provinces ayant passé à la révolution.

Lecoq se déclare presque d'accord avec Bastien.

Il est adversaire de la violence. Il admet donc l'éventualité de la monnaie pour l'échange, mais comment éviter qu'en commune libérale on s'en serve.

Bastien précise que ce ne serait que seuls les centres fédératifs qui feraient les échanges.

Loréal n'est pas d'accord avec Lecoq sur certains points. Il ne s'agit pas de définir la doctrine anarchiste, mais la doctrine de l'Union Anarchiste, c'est-à-dire des anarchistes communistes. Il ne faut pas prendre en bloc tout ce qui a été écrit par Bakounine, Kropotkine ou Sébastien Faure, mais seulement ce qui peut en être réalisé.

Férandel constate qu'il est indispensable que ce programme social soit établi. Si on prend un point de départ communisme, c'est pour établir une différence entre celui-ci et le bolchevisme.

Si on donne l'autonomie absolue à la commune, il ne faut pas craindre que celle-ci tombe dans l'égoïsme.

Certes, la commune organisera sa vie locale, mais en dehors de cela, il y a une vie nationale et internationale.

Il y aura des pays plus favorisés, mais il y aura aussi des fédérations de pays pour balancer les forces et les moyens par la solidarité. La grave question c'est la différence des idiomes, mais elle se résoudra certainement.

La question monétaire a une grande importance. Il y a des contrées où le socialisme n'a jamais pénétré, si la révolution vient nous serons obligés de composer avec ces pays, car ils conserveront l'idée que l'argent a une valeur intrinsèque et facilite la vente. Nous ne pouvons, hélas! pas faire disparaître soudainement cet esprit.

Nous pourrions avec des billets d'échange dont nous jeterions un nombre sans cesse grandissant sur ces provinces, arriver petit à petit à rendre sans valeur les dits billets et, ainsi, faire disparaître graduellement l'esprit de monnaie.

Férandel pense que, du reste, ce sera uniquement un problème national car avec l'étranger la question se trouvera modifiée. En effet, l'Amérique, par exemple, aimera mieux échanger ses produits contre des produits (qui gardent toujours leur valeur d'utilité) que contre une monnaie sans pouvoir d'achat sur nous.

Mais à l'intérieur c'est plus grave et il faut y réfléchir sérieusement. Si nous pouvons traiter avec les paysans, nous pourrions nous passer de l'or. Sinon l'or admis comme passe-aller d'échange devra n'avoir aucune valeur dans la contrée révolutionnaire.

Salis demande que l'on se mette d'accord pour un programme unique.

Lepoil (Nogent-Le Perreux), dit que le débat sur la question monétaire et des bons d'échange domine le Congrès. Il veut préciser la situation des anarchistes dans la période actuelle. On a reproché avec raison à Marx de ne pas avoir prévu les sociétés anonymes. Le rôle de l'État est de protéger l'argent. Les financiers jouent un rôle occulte.

Il faut combattre l'inflation parce qu'elle amène la misère chez les ouvriers. La stabilisation, si elle s'effectuait, amènerait un peu plus de bonheur. Il cite l'exemple russe.

Puisque nous savons que la thésaurisation crée l'instabilité de la devise il faut empêcher la thésaurisation.

Peyroux (Limoges) pense que la question d'inflation n'a aucune importance au point de vue anarchiste et que nous devons nous contenter d'être spectateurs neutres car nous n'avons pas à sauver la monnaie.

Le Meillour pense qu'il y a des cas où la violence est nécessaire.

Burgat (Le Havre) pense qu'on n'a pas suffisamment établi les moyens de réalisations immédiates après la révolution.

Loréal constate que les points de vue des délégués qui se sont manifestés ne sont pas en telle contradiction. En conséquence il serait possible de rédiger une motion commune et il demande la nomination d'une commission chargée de rédiger une motion d'unité.

Le Comité est nommé. Elle comprend: Sébastien Faure, Férandel, Bastien, Salis, Lecoq, Bouché et Loréal.

La séance est levée à midi vingt.

SEANCE DE L'APRÈS-MIDI

La Librairie Sociale

Mualdès donne un aperçu des opérations effectuées par la Librairie Sociale depuis le 20 avril. Le montant des recettes au 30 juin, y compris 1.792 fr. 50 de souscription, est de 10.488 fr. 40. Le montant des dépenses est de 9.570 fr. 95. Mualdès fait remarquer que, dans ce dernier chiffre, sont compris: 1.201 fr. 60 pour impôts arriérés, 575 fr. 70 de fournitures arriérées, 229 fr. 15 pour commandes en retard, 800 francs versés au « Libertaire ».

Un bilan n'a pu être établi. Il le sera pour le 1^{er} août, après qu'un inventaire sérieux aura été fait et sera envoyé à tous les groupes. Il reste à payer 4.043,75 d'impôts, dont 2.712 fr. 70 d'impôts sur les bénéfices qui auraient pu être évités si les déclarations avaient été faites en temps utile. Après quelques observations de Marchal, Odéon, Roche Meurant etc., Gavuin (Bruxelles) demande que l'on fasse confiance jusqu'au congrès prochain à Mualdès.

« Le Libertaire »

Mualdès lit le rapport sur la situation financière de la Société du « Libertaire »: Rapport sur la situation financière de la Société Coopérative du Journal « Le Libertaire », au 30 juin 1926.

Depuis notre précédent congrès, c'est-à-dire depuis le 1^{er} novembre 1925, et jusqu'au 30 juin 1926, l'exploitation du « Libertaire » hebdomadaire a porté sur 33 numéros: les numéros 32 à 64 inclus.

Pendant cette période du 1^{er} novembre 1925 au 30 juin 1926, les ressources ordi-

naires du journal se sont élevées à 51.236 fr. 95, se décomposant comme suit:

Abonnements	8.472 45
Vente au numéro	40.372 95
Vente des bouillons	2.051 55
Publicité	390 »

Total égal

Par contre, les dépenses d'exploitation et les frais généraux se sont élevés à la somme de 87.842 fr. 89, comprenant:

Papier et impression	74.350 25
Routage et transport	4.416 05
Clichés et dessins	210 50
Rédaction et administration	7.060 »
Frais généraux	1.806 00

Total égal

Il en résulte donc une perte nette de 36.555 fr. 94, en ne considérant que les ressources ordinaires du journal, c'est-à-dire en faisant abstraction des souscriptions et du produit des fêtes, qui sont indépendantes de l'exploitation commerciale et constituent des recettes accidentelles. Appliquée aux 33 numéros parus du 1^{er} novembre 1925 au 30 juin 1926, cette perte correspond à un déficit moyen de 1.107 fr. 75 par numéro.

Les recettes accidentelles comprennent:

Les souscriptions, pour	24.288 08
Le produit des fêtes pour	2.437 45

Total

En les déduisant du déficit d'exploitation de 36.555 fr. 94 qui vient d'être indiqué, il reste une perte nette de 9.830 fr. 41, soit en moyenne, par numéro, 297 fr. 90.

On remarquera que la somme de 24.288 fr. 08, à laquelle s'élèvent les souscriptions, s'applique à une période de huit mois. Elle correspond, par conséquent, à une moyenne mensuelle de souscriptions de 3.036 francs.

La situation active et passive de la Société du journal « Le Libertaire » était la suivante à la date du 30 juin 1926:

Actif:	
a) Immobilisations:	
Cautionnement Messageries Hachette	1.000 »
Dépôt de garantie Imprimerie Centrale de la Bourse	2.000 »
Imprimerie à main	2.139 95
Bicyclette	530 »
Titres en portefeuille (250 obligations au porteur de 20 fr. 6 %)	mémoire
	5.469 95
b) Disponibilités:	
Banque des Coopératives	97 67
Chèques postaux	862 05
	959 72
c) Créances:	
Librairie Sociale	2.035 75
Ventes à recevoir	5.550 50
	7.586 25
Total de l'actif	14.015 92

Passif:	
a) Non exigible:	
Capital	5.000 »
1 ^{er} emprunt	87.479 »
2 ^e emprunt	22.900 »
	115.379 »
b) Exigible à court terme:	
Imprimerie Centrale de la Bourse (solde du « Libertaire » quotidien)	6.706 65
Frais à payer	11.784 55
Créditeurs divers	13.200 »
	31.691 20
Total du passif	147.070 20

Le passif s'élevant à 147.070 20 et l'actif seulement à 14.015 92 il en résulte un excédent de

passif de 133.054 28

se décomposant comme suit:

Résultats du « Libertaire » quotidien	100.563 05
Résultats du « Libertaire » hebdomadaire	32.491 23
Total égal	133.054 28

Le Conseil d'Administration.

Mualdès fait remarquer, par la lecture du bilan détaillé qu'il reste à payer à l'imprimerie, au 30 juin, une somme de 10.439 fr. 40 pour le « Libertaire » hebdomadaire et 794 fr. 65 à l'expéditeur. Les recettes prévues n'étant que de 5.550 fr., il reste donc à trouver d'ici la fin du mois, une somme d'environ 5.000 francs pour assurer la parution du journal. La somme de 10.000 francs demandée dans l'appel pour la Librairie et le « Libertaire » n'était donc pas exagérée.

Pradier (Fédération du Gard) demande que les bouillons soient achetés par les groupes. Il demande qu'on donne plus de place dans le « Libertaire » aux faits qui se passent en province où les camarades n'ont pas de journaux pour répondre aux attaques de leurs adversaires.

Delecourt montre le danger de l'achat de bouillons par les groupes.

Après discussion, on décide que les bouillons pourront être vendus aux groupes après l'application sur les invendus d'un cachet spécial.

Loréal donne lecture de la première partie de la motion rédigée par la Commission.

Le passage sur l'individualisme soulève une vive discussion.

Le Meillour, au nom du groupe de Bezons, demande qu'il soit retiré de la motion.

Lecoq insiste pour le maintien, car on ne s'est pas jusqu'ici affirmé individualiste.

Pradier dit que la Fédération du Gard est partisan du mot individualiste.

Delecourt annonce qu'Albi-Carmaux sont contre.

Peyroux demande la concorde.

Bouché dit qu'on couloir trop d'individualistes indésirables et qu'il faut éviter ce mot.

Loréal explique que c'est dans le sens véritablement communiste que le mot individualiste est pris dans la motion.

Odéon demande qu'on précise bien ce que nous voulons dire.

Sébastien Faure expose que la Commission a voulu exposer tous les principes de l'U. A. Il explique ce que nous entendons par individualiste. Nous n'avons rien de commun avec les souteneurs.

Glen. — Et l'illégalisme? Loréal propose une addition qui est acceptée par tous.

L'Union Anarchiste

Odéon donne le compte rendu financier. Il demande à être secondé dans son travail quotidien. Il voudrait une nouvelle méthode pour l'envoi d'argent, par exemple que l'U. A. ait son chèque postal. Sur une question de Peyroux il répond que l'U. A. n'a jamais eu assez d'argent pour organiser une tournée sérieuse.

Meurant cite l'exemple de la Fédération du Nord et du Pas-de-Calais qui organise elle-même sa tournée locale.

Odéon constate que la Fédération parisienne n'a pas été à la hauteur de sa tâche. La tournée Chazoff a eu pour résultats la création de groupes composés d'étrangers. La tournée Loréal a eu lieu dans de pénibles conditions financières, mais malgré tout trois nouveaux groupes ont été formés.

Dans l'Est, à Strasbourg par exemple, il est impossible de faire de propagande avec des tracts en français et au point de vue financier il est impossible d'éditer des tracts en allemand.

Les groupes ont négligé leurs versements annuels. Il faudra prendre des dispositions sérieuses au sujet de ces versements.

Il propose qu'on porte le prix de la carte ou du versement annuel à 20 fr. et le versement mensuel à 5 francs. Il insiste sur la nécessité d'avoir un fonds de caisse pour pouvoir entreprendre une vaste agitation.

Pradier (Gard) est d'avis que ce sont les fédérations qui doivent organiser les tournées. Le déficit de la tournée Chazoff provient de ce que le tracé n'a pas été suivi, et il parle des précédentes tournées: Fister, etc.

Peyroux, Meurant et Marchal interviennent, mais le congrès décide de remettre la discussion à une autre séance et une séance de nuit est décidée pour discuter sur le manifeste.

La séance est levée à 7 heures.

SEANCE DE NUIT

Loréal lit le texte intégral du manifeste rédigé par la Commission.

Sébastien Faure attire l'attention sur la deuxième partie. C'est la première fois qu'un congrès s'exprime de façon aussi précise. Puis il fait l'analyse détaillée de tout le manifeste et insiste sur la troisième partie qui indique un grand désir d'unité. Il termine en demandant d'oublier nos querelles.

Le Meillour n'est pas partisan de l'embrassade générale, car il craint que la rentrée de certains ne nuise à la bonne marche de l'U. A.

Un échange de vues a lieu entre S. Faure et Le Meillour après lequel ce dernier, au nom de son groupe, fait des réserves.

Burgat le tance. Il est lui, très satisfait de la motion.

Férandel pense que nous allons créer un mouvement tellement sérieux qu'il tuerait toutes les dissidences.

Bouché fait des réserves pour le groupe du 19^e.

Odéon déclare que le groupe de Reims sera sans doute adversaire.

Après discussion, le manifeste est adopté à l'unanimité, étant entendu que le dernier paragraphe sur l'exemple donne la latitude aux groupes de refuser ou de se séparer de ceux qui ne mettront pas leur conduite en accord avec le programme.

Loréal propose qu'on édite la motion à un grand nombre d'exemplaires, permettant ainsi de distribuer le manifeste dans toutes nos réunions publiques.

Le Meillour demande qu'on tire aussi des affiches.

Bouché dit que les groupes devront conserver un certain nombre d'exemplaires du tract.

Burgat propose qu'on le tire aussi en brochures.

Les propositions sont retenues et le C. I. est chargé du nécessaire.

Loréal dit alors que comme conclusion logique du manifeste on doit modifier le titre de l'U. A., qui deviendrait Union Anarchiste Communiste.

Lecoq se demande s'il est nécessaire de persister à vouloir changer le titre de l'U. A.

Le titre actuel est catégorique. On ne peut, sans se déconsidérer, ajouter le mot communiste à anarchiste.

Pradier est de son avis.

Loréal dit qu'il y a autant d'utilité à changer le titre qu'à établir un programme. Nous devons préciser nos buts et nos moyens. Nous devons compléter cela en précisant notre titre, pour empêcher que l'on continue à nous confondre avec ceux qui prennent l'étiquette anarchiste pour couvrir et essayer de légitimer des actes plus ou moins vils.

Burgat est d'avis qu'il faut revendiquer le titre de communiste car il nous appartient à nous seuls.

Salis est de cet avis.

Odéon aussi.

Mualdès estime que le titre d'Union Anarchiste Communiste complète la motion.

Bastien est d'avis que l'affirmation doctrinale dans le titre nous servira beaucoup. Il est plus pratique de s'intituler communiste.

Peyroux pense que ce titre manifeste un esprit de recul.

Léon Louis ne voit aucune utilité au changement.

Bouché annonce que Saint-Denis, qui voulait d'abord dénommer l'U. A. Union Communiste Libérale se rallie à ce changement proposé par Loréal.

Férandel affirme que le changement de titre est indispensable pour des raisons pratiques et faciliter la pénétration.

Delecourt dit qu'Albi-Carmaux accepte le changement.

Meurant était partisan du titre Union Anarchiste Fédéraliste, mais il accepte le titre Union Anarchiste Communiste.

Galle, de Glen, trouve qu'il est ridicule de changer de titre à tout bout de champ.

Lecoq croit que c'est par réaction contre l'Entente Anarchiste qu'on veut s'appeler communiste. Pour être logique il faut s'appeler Union Anarchiste Communiste Individualiste Révolutionnaire.

Marchal est partisan du changement. Le Meillour a mandat impératif du groupe de Bezons pour le changement.

Loréal insiste pour le changement.

Appel des groupes est fait:

15 groupes sont pour le changement en U. A. C.: Jeunesse anarchiste communiste, Paris (19^e), Saint-Denis, Livry, Hénin-Liétard, Le Havre, Marquay-Barcel, Pantin, Paris (3^e et 4^e), Albi, Montreuil, Bezons, Saint-Etienne, Paris (15^e), Nogent-le-Porrec.

12 groupes s'abstiennent: Watrelos, Croix, Amiens, Calonne-Liévin, Thiers, Douai, Thouroutte, Seclin, Paris (5^e et 6^e), Reims, Drancy, Paris (20^e).

7 groupes sont contre: Nîmes, Saint-Laurent-d'Aizoux, Remoulin, Aimargues, Villeneuve-Saint-Georges, Orléans, Glen.

En conséquence le titre Union Anarchiste Communiste est adopté.

Ensuite le Congrès nomme à l'unanimité les membres du Comité d'Initiative dont on lira la liste d'autre part.

La proposition du relèvement des versements annuels et mensuels sera soumise aux groupes.

La séance est levée à minuit.

SEANCE DU 14 JUILLET

A 8 heures et demie, le Congrès reprend ses travaux.

Burgat, au nom du groupe du Havre demande que l'U. A. crée un bureau de documentation financière.

Lepoil et Pradier appuient la proposition.

Le Meillour, Loréal, Odéon, Bastien et Delecourt proposent de ne pas former de nouveau bureau, ce qui compliquerait par trop la tâche du C. I. Ils demandent à Lepoil de centraliser les documents, de faire appel à tous les concours et ensuite de faire part des travaux de cette sorte de centre documentaire financier au C. I.

Après échange de vues entre Burgat, Peyroux et Férandel, il en est ainsi décidé.

Lecoq propose que Sébastien Faure prenne la rédaction du « Libertaire » pour bien synthétiser et consacrer l'esprit nouveau.

Sébastien Faure accepte

Il faut organiser l'entraide et la solidarité de façon à ce que pareils faits ne se reproduisent pas. Il cite des cas où le Nord et Amiens ont pallié aux difficultés.

Sébastien Faure prend la défense de Chazoff tout en condamnant nettement son attitude. Il se rallie à la proposition Le-coin.

Férandel n'est pas d'accord avec Sébastien. Il faut prendre des mesures pour dissiper le malaise régnant sur le mouvement anarchiste. Pas d'embrassade générale. Sachons être non pas méchants mais sévères.

Bouché demande que l'on prenne position sur le S.R.I.

Salis dit que le groupe de Saint-Etienne ne veut plus rien avoir de commun avec Chazoff. Il pense que le Congrès n'a pas à prendre position entre la fédération et Chazoff, mais qu'il demande à ce dernier s'il n'a pas adressé au parti communiste une demande officielle d'adhésion. Car Salis peut être presque en mesure d'affirmer cette demande.

Après une discussion à laquelle participent Lecoin, Loréal, Méurant et Sébastien Faure, la proposition de Lecoin est adoptée à l'unanimité — avec cette réserve que Chazoff ne pourra plus occuper aucun poste dans l'U.A. ni parler en son nom.

Odeon cite le cas de camarades italiens et algériens qui ont touché au Secours Rouge. Les Algériens ne touchent plus.

Il lit des lettres du S.R.I.

Après quoi Loréal présente une résolution sur notre attitude envers le S.R.I. Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Après une allocution de Sébastien Faure qui tire les enseignements et dégage les espoirs que nous pouvons fonder de ce Congrès, les délégués se séparent à midi et demi.

Et maintenant, au travail !

MOTION ADOPTÉE SUR LE S. R. I.

Le Congrès de l'Union Anarchiste Communiste réuni à Orléans les 12, 13 et 14 juillet, 1924.

Considérant que le Secours Rouge International est une œuvre dépendante du Gouvernement bolcheviste et que jamais le S. R. I. n'a protesté contre les emprisonnements des révolutionnaires en Russie ;

Décide de ne rien avoir de commun avec cet organisme ;

Invite les anarchistes emprisonnés à cesser de recevoir de l'argent du S. R. I. — l'entraide assurant désormais la solidarité ;

Et prie les camarades de province qui adhèrent au S. R. I. ou participent à ses collectes de quitter dès à présent le Comité et de cesser toute aide financière à ce qui n'est qu'une succursale de l'Internationale bolcheviste ;

Il les invite à constituer des sous-comités locaux de l'entraide et à réserver à cette œuvre leurs versements.

PROPOS d'un PARIA

Les deux consuls qui gouvernent pour le moment la France n'ont pas négligé l'anniversaire de la prise de Bastille pour bien montrer au peuple le plus spirituel du monde ! de quelle façon ils entendent le mener vers la félicité.

Nul ne peut nier que les choses furent largement faites. Pour faire avaler aux mécontents ou aux inquiets les chèques de plus en plus « sans provision » que leur dispensera, parcimonieusement du reste la Banque, ils firent défilé de véritables cheiks, d'authentiques emmitouffés et de décorations. Ceci évidemment ne compense pas cela, mais ça fait toujours bien dans le tableau.

Et, pour qu'il n'y ait plus d'illusion possible sur les intentions de l'« triquard » Caillaux et de son compère camédon « Briand » on présenta à la foule un dictateur « en chair et en os », un véritable dictateur qui a fait ses preuves et qui a dû bien rigoler s'il a pu lire au front des édifices où il a été reçu la devise « République », les trois mots jetés là comme des cheveux sur la soupe : Liberté, Egalité, Fraternité.

Certes, on ne se livre pas à de pareilles exhibitions sans prévoir les risques qu'elles comportent. Les précautions étaient prises. Les militants connus furent consciencieusement filés. Ceux qui un teint basané pouvaient faire supposer espagnols, invités à exhiber des papiers justificatifs. Les journaux racontèrent même que le Gouverneur de Paris fut escorté de deux gardes républicains à cheval et revêcher au poing.

Tout cela n'empêcha pas le cortège de chenilles d'être copieusement sifflé, ce qui donna à la police l'occasion d'arrêter au nom de la liberté les perturbateurs et à la canaille bourgeoise de tenter, au nom de la fraternité, d'assommer ceux qui manifestèrent en sifflant leur mépris des sanglantes mascarades.

Après ces algarades, et un nouveau « plein la vue » d'illumination et de feu d'artifice on dansa et on but. Après le triomphe de l'autocratie ce fut celui de la bistrocrairie.

Je parle que pas un de ces enrégés danses, de ces bons poivrots ne s'aviserait seulement de réfléchir à ce qu'auront pu coûter les réceptions, défilés et autres feux d'artifice.

Le lendemain, il dansera devant le buffet vide. Il fera la grande pénitence promise et annoncée par notre grand fiscal.

En pensant à tous ces yeux qui s'obstinent à ne pas voir la cause des maux dont ils souffrent, on est tenté de murmurer avec le chansonnier : « Il y a des coups de pied au c. qui se perdent » !

Anarchistes, mes frères, notre tâche est dure et de bien longue haleine. Mais il faudra bien que nous la remplissions.

Pierre Mualdès.

Michel Bakounine

DIEU ET L'ÉTAT

1 volume : 1 fr. 80, franco 2 fr. 30

ŒUVRES COMPLETES

sauf le tome 2 épuisé

5 volumes à 10 fr., franco 52 fr. 50

Adresser commandes et mandats à Pierre Mualdès, Librairie Sociale.

Le Secours Rouge International est-il intervenu ?

Tel est le titre d'un article du « Bulletin de Défense des Révolutionnaires Emprisonnés en Russie », reproduit par un journal anarchiste, « le Combat ». Disons tout de suite que le titre, de ce bulletin contient une très grosse confusion, car les prétendus révolutionnaires en question sont considérés par le prolétariat russe comme des contre-révolutionnaires.

Pareille question posée par le « Combat » nous étonne d'autant plus que son secrétaire de rédaction est parfaitement informé. En effet, il y a environ trois mois, au cours d'une séance du Comité d'Action Rationaliste, le camarade Hem Day, secrétaire de rédaction du « Combat », interrompant un exposé que je faisais sur le S. R. I., demanda :

« — Le S. R. I. interviendra-t-il en faveur des prisonniers politiques en Russie ? »

« — Non. »

« — Pourrait-il intervenir ? »

« — Non. »

« — Pourquoi ? »

« — Pour deux raisons essentielles : 1° Parce que le S. R. I. est l'organisation de défense du prolétariat mondial contre la répression capitaliste. Or, il n'y a pas de répression capitaliste en Russie pour la bonne raison que le capitalisme n'y possède plus aucun pouvoir de répression ; 2° Parce que le S. R. I. est et doit rester une organisation d'unité prolétarienne et, par conséquent, il ne peut contribuer à dresser les travailleurs des pays capitalistes contre les travailleurs russes ni contre le régime qu'ils se sont donné en abattant le pouvoir de la bourgeoisie. »

Cette réponse déjà faite à Hem Day répond à la question de son journal. Les travailleurs jugeront.

Nous reproduisons sans commentaires l'article ci-dessus paru dans le Drapeau Rouge, organe du Parti Communiste Belge, le 5 mai 1924. Les anarchistes qui seraient tentés d'accorder leur confiance au S. R. I. apprécieront.

N. D. L. R.

LE MEETING DE L'UNION ANARCHISTE

Notre meeting du lundi soir à Orléans se déroula normalement. Nous donnons, à titre documentaire, le compte rendu publié dans le Progrès du Loiret du 13 juillet :

Plusieurs centaines de personnes assistaient hier soir au meeting organisé dans la salle de la C. G. T. U., rue du Réservoir, à l'occasion du Congrès de l'Union Anarchiste qui se tient, on le sait, cette semaine à Orléans.

Sur l'estrade, que dominait la large banderole noire ornée de la devise anarchiste : « Ni dieu, ni maître », avaient pris place les orateurs, les camarades Bastien, Loréal, Hoche-Meurant. On cherchait des yeux Sébastien Faure, qui n'arriva que dans le courant de la soirée et alla s'asseoir modestement parmi le public.

Le camarade Bastien prit le premier la parole et situa très nettement la position des anarchistes vis-à-vis des partis politiques quels qu'ils soient : « Tous les partis politiques », déclara Bastien, ont ceci de commun qu'ils croient le peuple trop bête pour se diriger lui-même. Et ils veulent lui donner des maîtres : roi, dictateur, député ou soviets ! Les anarchistes, au contraire, ne croient pas aux sauveurs. Si le peuple ne fait pas ses affaires lui-même, personne ne les fera pour lui ! On nous accuse d'être des abstentionnistes ; mais ce sont les partis politiques qui sont abstentionnistes, puisqu'ils conseillent aux électeurs de rester inactifs pendant quatre ans et de n'agir qu'une minute, le jour du scrutin, tandis que les anarchistes recommandent l'action révolutionnaire incessante ! »

Le camarade Loréal fit ensuite avec vigueur le procès du fascisme. Il exposa dans tous leurs détails certains crimes fascistes, l'affaire Lacco et Vanzetti aux États-Unis, l'affaire Raphaël Torres en Espagne. Stigmatisant toutes les dictatures, celle du bolchevisme russe comme les autres, il définit l'idéal anarchiste.

Quelques paroles de Bastien ou de Loréal, particulièrement sévères pour les apôtres de Moscou, avaient soulevé les protestations des communistes présents dans la salle. Mais il n'y eut aucun incident. Tout au plus, la lumière électrique s'éteignit de temps en temps, la salle fut-elle plongée un instant dans l'obscurité. Mais Loréal poursuivit son discours et la lueur d'une lampe à pétrole qui projetait au plafond des ombres fantastiques. Ce moment ne manqua pas de grandeur.

La lumière revint cependant. Et l'on entendit encore le camarade Hoche-Meurant. Il traça le rôle social des anarchistes, et déclara une action syndicale nettement distincte des organisations politiques : « L'autorité, dit-il, c'est le mal. »

Une très courtoise contradiction fut présentée par le secrétaire de l'Union départementale des syndicats unitaires.

Mais la plupart des auditeurs étaient venus pour Sébastien Faure. Il était minuit moins vingt quand le « leader » anarchiste accéda à la tribune ! Très applaudi, il déclara regretter d'avoir la parole si tard : « Car je tiens toujours, déclare Sébastien Faure, à traiter mes sujets de fond. »

On a tout dit sur la voix musicale et souple de Sébastien Faure. Elle n'a pas perdu ses inflexions harmonieuses. Mais si on l'attend est demeuré le même, l'homme a vieilli. Sébastien Faure porte aujourd'hui une petite barbe blanche en pointe et un commencement d'obésité.

En quelques paroles éloquentes, il dit pourquoi les anarchistes combattent les religions, toutes les religions : car elles enseignent la résignation... « Et, s'écrie Sébastien Faure, toutes les belles pages de l'Histoire sont des pages de révolte : il faut se révolter, ne pas attendre son salut d'un pouvoir mystérieux. Il est temps de vider les cieux pour peupler la terre ! »

La réunion prit fin à minuit, sans incident.

Le Coin des Jeunes

ANTIMILITARISME

Fidèle à sa tactique de recrutement, le parti communiste continue le procédé du noyautage. Malheureusement pour lui, préférant la quantité à la qualité, la démagogie à la logique, la mise en application de ses principes ne va pas sans de sérieux accrocs à la doctrine. Et c'est ainsi que nous voyons ce parti, qui se prétend révolutionnaire, prendre la défense des consommateurs et des petits mercantis, des condamnés et des magistrats, etc.

Pour la question antimilitariste, même motif : il préconise une solution mi-ligne, mi-raisin.

On a lancé le mot d'ordre et les revendications suivantes : service d'un an, 60 jours de permé, 40 sous par jour, etc.

Un bolchevik avisé à qui vous ferez la critique de cette motion « radicale » vous répondra : « Mais oui, nous vivons avec les réalités, nous en tenons compte et nous sommes avec la masse pour des revendications immédiates, etc., etc. » Pendant le temps que j'ai passé à la marine « royale », j'ai, moi aussi, réclamé chaque fois que cela était possible, et je ne fais pas si des améliorations.

Mais il y a autre chose et c'est cette chose que le P.C. n'explique pas, et pour cause.

Se trouvant dans la nécessité, pour instaurer sa dictature sur le prolétariat, de créer une armée organisée sur les mêmes principes que l'armée bourgeoise, le parti bolchevik ne peut donc faire de l'antimilitarisme. Laissons la parole à M. Jacques Sadoul, qui va nous le démontrer : « Réorganisation de l'armée sur des bases nouvelles de discipline et de compétence (sic), suppression des comités, non élection mais nomination des officiers, appel aux anciens officiers qui recevront de nouvelles marques distinctives et des satisfactions matérielles et morales, rétablissement de la peine de mort et de sanctions disciplinaires sévères, etc. Pour la réorganisation de l'armée, les bolcheviks font appel au sentiment national, au patriotisme. Ils s'adressent aux anciens officiers, ils établissent des soldes supérieures à celles que distribuait l'ancien régime, ils créent une discipline et des règlements rassurants (resio). »

Est-ce cela que vous voulez, camarades qui, dans l'« Humanité », protestez contre les vexations des « fayots » ? Changement de régime ou changement de décors ?

Je ne suis pas de ceux qui se nourrissent d'illusions. Je comprends très bien qu'on ne fera pas une société meilleure avec des discours et des sentiments, si beaux soient-ils. Quand le peuple insurgé voudra faire ses affaires lui-même et se passer des parasites, il trouvera dressé contre lui la horde des profiteurs de l'intérieur et de l'extérieur. Ce jour-là, j'accepterai — et avec enthousiasme — de rejoindre l'armée qui lui devra défendre les conquêtes de la révolution.

Que ce soit donc pour assurer le développement d'une société allant vers plus de bien-être et de liberté et non pas pour sanctionner un coup d'État.

J. Toulmonde.

Dans les prisons algériennes

LES BRIMADES CESSERONT-ELLES ?

Nos camarades anarchistes emprisonnés ont cessé la grève de la faim par suite de la mise au régime politique de notre ami Villebrun ; c'est un résultat, mais les gardes-chiourme ne se déclarent pas vaincus ; les brimades continuent. C'est ainsi que notre camarade Olivier s'est vu refuser une visite à Villebrun. Jusqu'à quand dureront ces brimades révoltantes ?

Nous nous ferons un devoir d'agir efficacement pour aider nos courageux camarades.

Les gardes-chiourme n'auront pas le dernier mot.

P. S. — Le Comité de l'Entraide a fait parvenir aux emprisonnés d'Algérie une somme de 1.000 francs. Camarades, versez votre obole à l'Entraide.

LIBRAIRIE SOCIALE

La Librairie Sociale peut fournir tous les ouvrages de philosophie, sociologie, science, littérature, éducation sexuelle, hygiène, ainsi que tous les classiques de la littérature de langue française.

Il suffit, pour cela, de nous indiquer le titre, le nom de l'auteur et si possible l'éditeur. Nous ne donnons pas suite actuellement aux commandes à crédit ou contre remboursement.

Adresser les commandes, accompagnées de leur montant, à Pierre Mualdès, 9, rue Louis-Blanc, Paris, 10^e.

JEAN MARESTAN

L'Éducation sexuelle

REVUE ET CORRIGÉE

Un livre d'éducation et d'hygiène sexuelle que tous les militants doivent posséder.

8 francs ; franco, 9 francs.

Par : Charles-Auguste Bontemps,

Ton Cœur et ta Chair

Un beau volume sur Alfa, illustré par Germain Delatousche.

10 fr., à la Librairie Sociale, franco 10 50.

VIENT DE PARAÎTRE :

D^r PIERRE VACHET

LA PENSÉE QUI GUÉRIT

Un livre consolateur qui s'adresse aux bien portants comme aux malades et que tous doivent connaître.

1 volume, 10 francs ; franco 11 francs.

BIRIBI

Contrairement à ce que semble croire Marestan dans l'Encyclopédie anarchiste Biribi, dans son sens propre, ne devrait servir qu'à désigner les quatre compagnies de discipline à l'usage des corps réguliers de France et des colonies.

La première existait à Gafsa jusqu'en 1907, date où elle fut transférée à Kairouan (Tunisie), la deuxième à l'île d'Oléron, dont un détachement était à Biskra, la troisième à Méchéria avec un détachement de marins et coloniaux à Beni-Ounif et la quatrième celle des mutilés volontaires et simulateurs à Aumale.

Ceux provenant des armées de terre étaient dénommés « camisards », marins et coloniaux « peaux de lapins ». Les « Cocos », étaient les incorrigibles qu'on expédiait généralement au Sénégal ou à Madagascar. Ces deux dernières catégories ont été supprimées en 1906.

Pourtant, il a toujours été fait une distinction entre ceux de l'armée de terre, d'une part, et les marins et coloniaux de l'autre. La raison était que pour les premiers les règlements étaient bien plus sévères. La moindre bagatelle pouvait les entraîner aux conséquences les plus terribles. J'en ai connus amenés à la discipline par quelques jours de prison et même sans aucune punition, simplement suspects de propagande antimilitariste (avis aux communistes). Les autres étaient plus favorisés sous ce rapport, mais, en conséquence, ne pouvaient, en aucun cas, être réintégrés. Mais il faut dire que cette faveur était bien plus fictive que réelle, comme on le verra par la suite.

Chaque compagnie était divisée en trois catégories. La première était constituée par les nouveaux arrivés, appelés « fusiliers ». De cette section, selon qu'on avait une bonne ou mauvaise conduite, on était versé à la transition ou aux pionniers.

Réglementairement, au bout de quatre mois sans punitions, on devait passer à la transition, pour de là, au bout du même temps, être réintégré. Mais, hélas ! si tout ce qui concernait la répression était suivi à la lettre, et même toujours dépassé, pour ce qui était mesure de clémence il en allait autrement.

C'est ainsi que par exemple, à Kairouan, le stade minimum à la transition, pour être réintégré, était de dix mois et, comme amendement, ce n'était encore que la bagatelle, puisque, pour y parvenir, il fallait faire abdication de toute dignité et être tombé au rang du mouchard le plus méprisable. En tout lieu, au travail toujours pénible comme au peloton de punition, c'était toujours eux qui accompagnaient les grades, pour, à toute occasion, constater des délits les plus souvent inexistants et apporter par la suite leur faux témoignage devant le conseil de guerre. Ce n'était qu'après avoir accompli cette action ignoble de nombreuses fois qu'ils parvenaient à obtenir leur récompense.

Les pionniers, au contraire, étaient ceux auxquels la moindre faveur était supprimée. On y passait après un certain nombre de punitions entraînant un nouveau conseil de discipline ou, par suite, de conseil de guerre. Mais il est consolant de faire ressortir que, grâce à l'esprit de solidarité et de sacrifice qui existait parmi les camisards, ils n'étaient pas des plus malheureux. Pour toute chose, on pensait d'abord à eux et, pour les assister, les moyens les plus extrêmes étaient employés.

Le cadre d'un article ne me permettant pas de rentrer dans des détails, je puis quand même affirmer, ayant vécu dans tous les bagnes militaires (sans exception) que Biribi ou compagnies de discipline, aujourd'hui section spéciale, est l'institution la plus exécrable, relativement à tout ce que peut avoir d'odieux le militarisme par lui-même.

On se rend donc facilement compte du profond soupir et de cette joie intense que nous dûmes ressentir, lors de la suppression de ces compagnies en 1910, aboutissant à la campagne sérieuse dont l'animateur fut Jacques Dhur. Ce me fut un grand réconfort au moment où je purgeais une peine d'un an de prison au pénitencier de Téboursouk.

Libéré au mois de mars 1911, en même temps qu'un autre copain, je rejoignis avec sérénité la section de répression de Saint-Florent (Corse) correspondant à celle des pionniers. Encore, hélas ! l'illusion ne dura que le temps du voyage et il fallut bien vite déchanter. Ce changement, tout superficiel, ne correspondait même pas aux nouveaux inconvénients qui en résultaient et il nous fallut peu de temps pour être amenés à regretter les anciennes compagnies.

Il me serait facile de faire la preuve indiscutable de ce que j'avance, si j'étais à même de fournir la statistique de tous ceux qui ont été condamnés par les conseils de guerre de Marseille et Bordeaux, durant cette période, jusqu'en 1914. Je puis certifier sans crainte de me tromper que la proportion était au moins cinq fois plus forte. Quant aux mutilations volontaires, doigts coupés, introduction de pétrole dans les membres, pus de chaude-pisse dans l'œil, elles étaient innombrables et le docteur de l'hôpital de Bastia, qui faisait sa collection de doigts en conserve, doit peut-être encore s'en souvenir.

Mais pourtant ce n'était encore rien et le désespoir ne fut à son comble que dans le courant de 1912. Ce fut l'effet d'un simple décret ministériel, qui, tel une épée de Damoclès, pouvait entraîner dans sa chute, et pour le plus sage des camisards, un verdict de détention perpétuelle.

Ce fut la seule cause d'un des premiers grands crimes des conseils de guerre, pendant l'affreuse boucherie. Crime inexcusable entre tous, accompli loin des ardeurs du combat, dans la ville de Bordeaux, n'ayant jamais ou aucune répercussion et dont j'ai été le seul à parler il y a trois ans dans le dernier numéro du Combat, organe de la Fédération du Nord.

Puisque intimement lié à cette affaire, je vais donc encore l'exposer brièvement et dans toute sa brutalité.

C'était dans les cachots de la section de répression de l'île Madame, où nous étions ensemble, après notre sortie d'Alberville, par suite du maudit décret en question.

Ce soir-là, 14 juillet 1914, plusieurs brutes galonnées, excitées par l'alcool, entrèrent à l'improviste dans la cellule de

Nazika et comme d'habitude, par haine et pour s'amuser, se mirent à la narguer et l'insulter. Celui-ci, qui était un des hommes les plus énergiques de ce temps et ils étaient nombreux, garda son sang-froid tout en se moquant de leurs menaces qui n'étaient pas pour l'effrayer. Mais ces ignobles individus, fort par le nombre et surtout l'autorité de leurs galons, se jetèrent sur lui à l'improviste et, avec furie, le passèrent à tabac. Ce n'était encore là que chose ordinaire, mais, ce qui était plus grave, ils poussèrent le cynisme jusqu'à le faire mettre en prévention de conseil de guerre pour voies de fait avec préméditation envers un supérieur, à l'occasion du service.

La guerre survenant par la suite, les conséquences dépassèrent tout ce qu'on pouvait prévoir, puisque ce camarade, après avoir été battu sans raison, fut aussi arbitrairement condamné à mort et exécuté le 2 novembre 1914.

Je reviens maintenant à ce décret, conséquence d'une réforme qui a pu faire illusion et qui n'a été qu'une séclératesse de plus ajoutée à tant d'autres.

Il faut d'abord comprendre, qu'à Biribi, les punitions tombent comme grêle et la moindre bagatelle punie sévèrement. Aussi, vu la rigueur extrême du peloton de punition ou du travail, beaucoup de camarades voyaient-ils le total de leurs punitions s'allonger indéfiniment. Malgré tout, rien n'était jamais désespéré, puisqu'on avait toujours cette ressource de « jouer le falet », c'est-à-dire qu'agissant avec prudence, on faisait en sorte, passible de conseil de guerre, d'échapper une peine relativement légère.

Ce moyen extrême avait le résultat certain d'être gracié de ses punitions en cours et, sortant du pénitencier ou travaux publics, on retournait sur la cour avec les non-punis. Ce procédé était généralement employé par tous ceux qui trouvaient dans leur raïot, ils y trouvaient l'avantage d'une existence moins mauvaise, quoique plus longue, et surtout la certitude d'être définitivement libérés. C'est cette dernière branche de salut que le décret en question nous arracha brutalement, en spécifiant qu'en aucun cas le disciplinaire ne pouvait être renvoyé dans ses foyers avant d'avoir terminé toutes ses punitions en cours. C'était l'impossible la plus cruelle que se puisse concevoir, digne d'un verdict féroce d'une exécrable cour d'assises.

J'étais dans ces conditions désespérées en sortant du pénitencier d'Alberville le 30 avril 1914, pour rejoindre la section de répression de l'île Madame. Quoique les 250 jours de prison qui me restaient à faire de Saint-Florent étaient antérieurs au décret paru, je savais de source certaine que, malgré tout, j'en subissais les conséquences. En effet, renfermé en cellule en arrivant, j'en suis reparti pour la prison militaire de Bordeaux, fin août 1914, avec mes punitions quadruplées, que j'aurais été dans l'impossibilité d'accomplir si le bouleversement occasionné par la guerre ne m'en avait pas délivré. Je puis donc dire sans ironie, que de l'odieuse boucherie j'en ai été profiteur.

A ma sortie des travaux publics d'Orléansville, au mois d'août 1919, j'ai été affecté à la section de Calvi (Corse), j'ai rejoint à Marseille, j'ai fait partie d'un convoi de 9 multins de la mer Noire parti pour la même destination. Je me souviens que ces camarades, pleins de foi dans l'opinion publique, paraissent tous avec confiance, mais je crains que, par la suite, ils ont dû déchanter.

Pour moi, ne doutant pas de la bonne surprise qui m'attendait en arrivant, j'étais au contraire taciturne, avec un regard prêt à envisager les pires extrêmes. Croquant comme par le passé être mis en cellule pour continuer mes punitions, j'eus l'heureuse surprise de partager une chambre commune, comme tous mes camarades. Je me suis aussitôt renseigné, et, joie indescriptible, après avoir parlé de ma situation, on m'assura de toutes parts, d'autres dans mon cas ayant passé avant moi, que, sans aucun doute, je partirais libéré au prochain convoi.

Ce bonheur, si grand en même temps qu'inattendu, a été, pendant les quatre jours que j'ai encore dû passer dans ce bagne, qui n'avait guère beaucoup changé, un vrai supplice d'appréhension et de crainte. Malade, je fus quand même astreint à toutes les corvées et, jusqu'au dernier moment, je dus subir les vexations des nouveaux chaouks, pour la plupart « anciens poilus », dont la vacherie égalait sous tous les rapports celle de leurs prédécesseurs.

En terminant, je dois encore faire ressortir qu'aucune loi d'amnistie ne peut toucher ceux que je considère, en même temps que les plus cruellement frappés, les plus sympathiques des bagnards militaires. N'oublions donc jamais, dans nos campagnes à ce sujet, d'évoquer toujours au-dessus des réformes trompeuses, pour la suppression d'une institution exécrable entre toutes, qui met la France, sous ce rapport, bien au-dessous de l'Allemagne tant décriée, et, j'en suis certain, au dernier rang de toutes les nations.

Paul Gelton.

P. ARCHINOFF

L'Histoire du Mouvement Makhnoviste

(1918-1921)

avec un portrait de Nestor Makhno, une carte démonstrative du mouvement et une Préface de Voline.

A la Librairie Sociale. Un vol. 8 50

franco 9 50.

Vient de paraître :

LA COMMUNE HONGROISE

ET LES ANARCHISTES

par A. Dauphin-Meunier

historique documenté de la révolution magyare

Table des matières : La révolution des Chrysanthes, la Dictature du Proletariat, la communalisation des objets de consommation, la production industrielle, les transports, la politique agraire, la question financière, l'armée et la diplomatie révolutionnaires, la Terreur blanche, la Confédération Danubienne.

En vente à la Librairie sociale, le vol. 2 75, franco 3 fr. 50.

En glanant, ça et là...

« Le Combat contre la jalousie et le sexualisme révolutionnaire »

« ... L'acte sexuel n'étant qu'un acte physiologique, l'importance énorme qu'on lui a donnée est arbitraire. Il n'est pas vrai qu'il met la personnalité d'un individu dans la dépendance d'un autre. L'expression « se donner », lorsqu'on décide de faire lit commun est abusive. On ne se donne pas plus qu'on ne le fait en déjeunant ensemble. Car si après s'être donné on veut se reprendre, on en a parfaitement le droit... »

Doctoresse Pelletier.
(L'insurgé, Paris, 6 mars 1926.)

En divers brochures et opuscules, E. Armand traite de la question sexuelle et de sa réalisation dans les milieux anarchistes. Armand est un novateur au point de vue du communisme sexuel, en effet, personne avant lui n'avait énoncé et vulgarisé cette thèse comme il l'a fait. L'amour libre existait bien dans le programme des doctrines anarchistes, mais de communisme strictement sexuel, il n'en était pas question. Certains individualistes comme des communistes se sont quelque peu effarouchés devant l'audace de ces nouvelles revendications amoureuses et, somme toute, cela paraît naturel qu'entre gens d'idées et d'affinités semblables, la camaraderie doive s'étendre aux deux sexes intégralement, charnellement y compris.

Bien entendu, pour cela, il ne faut plus qu'il y ait des jaloux ni de jalousies, mais ceci est affaire d'éducation.

Quant au côté pratique du communisme sexuel, il est en grande partie (pour le moment, tout au moins, en se montrant optimiste) irréalisable, pour la bonne raison qu'il n'existe pas de compagnes anarchistes, ou si peu... Je parle, évidemment de celles partisans de l'amour pluriel, et non des femmes d'anarchistes tout court, ce n'est pas la même chose. Toutes réflexions faites, le camarade anarchiste (communiste ou individualiste) doit pouvoir se satisfaire au point de vue charnel, affectif et voluptueux dans un milieu qui est le sien ou avec — en dehors de ce même milieu — des camarades femmes ayant mêmes conceptions que lui.

Et quand cette revendication sera réalisée, des camarades n'auront pas besoin d'avoir recours à l'amour vénal comme cela a lieu actuellement, consolidant ainsi une des colonnes du temple capitaliste : la prostitution, et cela bien malgré eux. Ce sont toutes ces idées que je ne fais qu'effleurer ici que l'on trouve dans cette instructive plaquette qu'il faut lire et méditer : essayons-le.

S'inspirant des thèses et des dires poétiques de Paul Paillette, chanteur et précurseur de l'amour, librement consenti et recherché, le sexualisme plural doit s'étendre, non pas à un seul groupement, mais à tous ceux et celles se réclamant des conceptions anarchistes de toutes tendances et c'est ce que Armand essaie de réaliser dans les milieux anarchistes (où l'on est, en somme, très surpris de ne point le voir exister) et tout d'abord dans le groupe « Les Compagnons de l'en dehors », dont il a pris l'initiative.

Où, je sais encore, il y a des camarades atteints du défaut protestantisme de la pudibonderie, n'admettant que le coit strict (et en vue de la procréation, encore) et sont opposés, pour les autres, aux suppléments charnels et autres fantaisies amoureuses que peuvent s'offrir certains tempéraments assoiffés de caresses.

Evidemment, tous et toutes ne peuvent être ainsi, mais il me semble qu'un ou qu'une anarchiste (individualiste ou communiste) doit admettre toute liberté, consciente, bien entendu, en relations sexuelles.

Quant à avoir la prétention d'être assuré de trouver... substances au point de vue sexuel, au cours d'un villégiature ou d'une partie de plaisir dans laquelle il serait invité, peut-être bien qu'Armand exagère un peu... Affaire de circonstances favorables aussi, peut-être.

C'est alors qu'il pourrait prendre pour devise : « Bonne table, bon gîte et... le reste ! »

En résumé, il revendique la satisfaction intégrale de tous ses organes : cerveau, cœur, estomac, sexe.

Et, après tout, c'est peut-être bien ce qui devrait exister dans les milieux communistes libertaires : le communisme de la chair féminine.

Mais ce qu'il y a de certain, c'est qu'Armand fait une excellente besogne en essayant de tuer le virus de la jalousie, tant au point de vue social qu'au point de vue individuel, car, que de crimes et de men songes exécutés en son nom ! Puisse-t-il y réussir même seulement dans le monde anarchiste, ce sera toujours cela d'harmonique, en attendant mieux. En tout cas, je crois que la femme doit se trouver honorée de la recherche de l'homme car son rôle n'est-il point de prodigier (et de recevoir elle-même, bien entendu) ses caresses, son don charnel, le fruit de ses expériences amoureuses, et cela, évidemment, sans obligation de mariage ou de simple cohabitation (union libre) ; en somme, se donner du plaisir mutuellement, sans obligations (à moins de consentement mutuel ou de cas spéciaux) ni complications... ni sanctions.

Mais, hélas, que tout cela est loin même dans le monde anarchiste où la gent féminine anarchiste est trop réduite, par trop restreinte... Enfin, ne désespérons pas, mais quelle besogne d'éducation à poursuivre et à réaliser !...

Mais si l'amour plural est nécessaire aux tempéraments « PAPILLONNEURS », n'en faisons pas un dogme car l'amour unique valable pour les tempéraments stables comporte aussi ses joies, ses délices, ne l'oublions pas.

Armand, non sans raison, ma foi, lance quelques coups de patte aux dames et demoiselles d'anarchistes, lesquelles répètent à l'envi : Nous ennuie-t-il avec son érotisme, ce n'est pas naturel ! (p. 9, « Le Combat »).

Ah ! ces dames et demoiselles d'anarchistes — qui, elles, évidemment, ne sont pas anarchistes, alors elles sont logiques : c'est tout un poème... Et encore, ces dames et demoiselles d'anarchistes dont parle Armand sont polies, d'autres s'exprimeraient plus crûment...

Zisly.

EN PROVINCE

NIMES

MANIFESTATION ANTIFASCISTE

Les journaux de tendances extrêmes Action Française et Humanité ont respectivement augmenté le nombre de manifestants et menti en racontant les événements de la journée ; ceux d'information les ont présentés comme un simple fait divers, et certains comme le Quotidien et la Volonté ont écrit que Torrès avait pris la parole alors qu'il s'était excusé par lettre ; ce qui prouve la difficulté d'avoir un reflet réel des faits par la lecture des journaux.

La vérité, c'est que la manifestation anti-fasciste avait été réglée comme une représentation théâtrale et que tout s'est passé dans un ordre parfait et voulu, un ordre tel que nous ayons vu des militants munis d'un brassard rouge, collaborer avec les gendarmes, — oui, camarades ! — pour canaliser les manifestants dans le sens voulu. On ne peut m'accuser d'intransigeance, j'ai toujours fait appel à l'entente, à l'union de tous les révolutionnaires, cela m'a même été reproché par certains camarades, mais après les faits du 27 juin, à Béziers et du 11 juillet à Nîmes, je suis obligé de reconnaître que faire cause commune avec les gendarmes pour organiser un service d'ordre, ce n'est plus faire du front unique, mais de la collaboration avec les forces bourgeoises pour empêcher des manifestants de passer où bon leur semble.

Je sais, il fallait montrer aux yeux de l'autorité et des foules que l'ordre existait, même dans des troupes révolutionnaires et que l'on était maître des manifestants ; mais si je suis et comprends une organisation élastique qui se modifie suivant les événements, je ne puis admettre une organisation intangible qui prévoit une manifestation comme un metteur en scène prévoit les mouvements de ses choristes. Une telle méthode est d'ailleurs anti-révolutionnaire, parce qu'elle empêche de profiter des événements qui surgissent inopinément, nous en arriverions à l'adoption à priori la révolution sociale pour un jour J et une heure H, déclenchable par un Maître invisible tout comme au front une offensive et cela en anarchistes.

Nous ne pouvons y participer. Une organisation et une manifestation doivent être à cadre élastique, c'est-à-dire en tenant compte des événements ; manque de cela, on a pu écrire dans l'Action Française, les lignes suivantes :

« Les antifascistes unis aux communistes-socialistes et autres, n'ont pas montré, durant toute la manifestation le bout d'un nez, qui, croyons-nous, devait être passablement long. »

Après le battage effréné pratiqué par « toute la presse de gauche et les organes communistes, Humanité en tête, c'est un piteux dégonflage, ce fut une journée triomphale que ne marqua pas le plus petit incident. »

Voilà, ce qui n'aurait pu être écrit, si au deuxième barrage — je précise — une centaine de camarades résolus — et nous étions plus que cela, n'est-ce pas, copains d'Aimargues ? — avaient forcé le cordon de gendarmes, clairsemé à cet endroit, pour aller manifester en ville, toute la foule des militants se fut écoulée par cette brèche et c'était alors, dans Nîmes et comme nous le voulions la manifestation antifasciste réelle et visible, ce qui nous aurait permis de montrer le bout du nez et peut-être aussi la pointe des gosses à ces messieurs les camelots du Roi. Oh ! je sais, il y aurait eu tumulte, bagarre, coups échangés, arrestations, mais qui voudrait nous faire croire que l'on fera un mouvement social sans violence aucune.

Le résultat ? D'abord, le premier, démontrer que le Gouvernement était dans l'incapacité de pouvoir empêcher une démonstration antifasciste, ensuite faire savoir aux royalistes que venir applaudir Léon Daudet n'était pas sans danger. Cette manière d'agir a permis aux camelots d'insulter nos camarades de la ligue antifasciste de Montpellier au gare de Nîmes parce qu'ils étaient à 20 contre un, elle a permis également à nos camarades de les rosser en arrivant à Montpellier et cela, malgré les casse-tête et les matraques dont ils s'étaient pourvus. Nous étions malheureusement restés à Nîmes, ça sera pour une autre fois. Au sujet de cette bagarre en gare de Montpellier, certains camelots ont abandonné courageusement leurs camarades préférant la fuite prudente à la bataille, mais comment ferez-vous le coup de force, mes « petits messieurs ».

Au meeting, certains orateurs ont totalement oublié Léon Daudet et l'antifascisme pour parler de la crise financière ou de la guerre ; à l'avenir nous préférons manifester seuls et si nous sommes vaincus par la police ou les camelots, nous nous rappellerons qu'il est des défaites, plus glorieuses que certaines pseudo-victoires.

René Ghislain.

Communications diverses

Union Anarchiste Française
Groupe « PIETRO GORI »

Samedi 31 juillet 1926, à 20 h. 30, à la Salle de la Bellevilloise, 23, rue Boyer (19e).

GRANDE SOIREE ARTISTIQUE
en faveur de la propagande et des victimes de la réaction

Allocution du camarade G. Courtinat, de la Fédération du Bâtiment. Bal de nuit, riche loterie. Prix d'entrée : 4 francs.

Nota. — Les cartes sont en vente à la Librairie Sociale, 9, rue Louis-Blanc.

A la Librairie Internationale, 72, rue des Prairies.

A la Bellevilloise, 23, rue Boyer.

Et dans les groupements libertaires italiens de Paris et banlieue.

Groupe du 11e. — Le groupe du 11e se réunit tous les mercredis, 4, rue de Ménilmontant, à 8 h. 45. Causeries éducatives.

DANS LES SYNDICATS

Chez les Terrassiers

Sais par la boue. — Nous lisons dans « Le Terrassier » un article signé de l'ancien jeune de chez Bual, celui qui fut blessé un jour d'assemblée générale avant la scission. Ce triste individu a encore le courage de vouloir salir les camarades du vieux syndicat, ayant travaillé chez Landry. Or, je peux dire dès aujourd'hui que tout ce qu'il a déversé sur nous n'est que mensonge et calomnie, vu que des militaires l'ont démenti à Versailles. Au moment où il disait que les autonomes n'ont pas diminué la production chez Landry, au moment où ils avaient posé les revendications, farceur, va ! Tu ferais un peu mieux de regarder les hommes en face que de rentrer chez les patrons en reculant ! Puisque tu as l'intention de déverser sur nous les croûtes merdeuses, je vais t'éclaircir sur les salétés que vous avez commises.

Ayant passé sur le chantier des trois frères Renaux, à Ville-d'Avray, ceux-ci me dirent qu'ils n'avaient rien de commun avec le syndicat autonome, parce qu'ils étaient communistes et le plus jeune, secrétaire des Jeunesses communistes de Palaiseau, tous trois syndiqués aux terrassiers, 33, rue Grange-aux-Belles. Ils traitent avec les patrons et payent leurs ouvriers terrassiers 4 fr. 75 et 5 fr. et empochent le restant.

Aussi, je dois vous dire que ce sont trois fervents partisans de la chasse aux autonomes.

Aux terrassiers de voir lesquels sont restés propres ?

Le délégué : Eugène Dichamp.

Réponse à des calomnieux. — Comme suite aux agissements des sieurs Boucau, Moulin et Gomez, du Syndicat unitaire, nous déclarons être solidaires de notre camarade Marc Frétilère.

Nous les informons, s'ils ne cessent pas leurs calomnies, qu'ils auront à compter, non pas avec lui seul, mais avec tous ceux qui sont autonomes.

A seule fin de les démasquer publiquement, nous leur demandons de bien vouloir faire une réunion publique et contradictoire où nous opposerons à leurs mensonges, la vérité.

Bourrouse, Fauré,
électricien autonome, coiffeur autonome.

Mise au point. — Dans le « Libertaire » n° 66 du 9 juillet 1926, l'Union des Syndicats autonomes de la Gironde jette un appel à tous les syndicalistes purs. Cette fois-ci, c'est de trop. On laisse sous-entendre que nous avons déverté l'Union, ce qui n'est pas.

Nous demandons à nos camarades, membres du Bureau, cités dans le « Libertaire », de bien vouloir faire une réunion générale, à laquelle seront convoqués tous les anciens adhérents (voir les électriciens, la métallurgie, les coiffeurs, les peintres, etc.), et où nous exposerons notre point de vue sur les événements qui se sont déroulés depuis le 5 juillet 1925 jusqu'à ce jour.

Si nous ne nous exprimons pas plus clairement par la presse, nos camarades en comprennent la raison, c'est que nous ne voulons pas porter atteinte au vrai syndicalisme.

Bourrouse, Fauré,
électricien autonome, coiffeur autonome.

Fauré,
électricien autonome.

Syndicat Général des Travailleurs de la Pierre. — Les travailleurs de la pierre, réunis en assemblée générale le dimanche 11 juillet 1926, ont avec satisfaction, constaté les progrès réalisés, vers le regroupement total de tous les ouvriers de la pierre du département de la Seine, ils ont également décidé de continuer l'agitation, sur les chantiers, pour l'augmentation des salaires, qui ne sont plus suffisants de nos jours, et de la part de la vie. L'assemblée, après avoir adopté à l'unanimité le compte rendu moral et financier, a voté l'ordre du jour suivant : « Après avoir entendu l'exposé de l'affaire Sacco et Vanzetti, les ouvriers de la pierre protestent contre un tel déni de justice. Estiment que Sacco et Vanzetti, militants honnêtes du mouvement ouvrier, sont innocents du crime odieux pour lequel ils sont condamnés à mort, que les récents aveux de Cestelin Madeiros, sont une preuve suffisante pour leur mise en liberté immédiate ». Il est décidé d'envoyer cet ordre du jour à l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique. Les travailleurs de la pierre se déclarent également solidaires de tous les partis d'avant-garde, pour protester, de toutes leurs forces, contre la venue en France de Primo de Rivera, véritable dictateur et bourreau des ouvriers révolutionnaires espagnols, les ouvriers de la pierre sont écœurés également, de la visite à Paris du sultan Moulay-Youssef, homme de paille, vendu aux impérialistes français.

Le Secrétaire : Louis Chave.

Chez les coiffeurs bordelais. — Dans sa réunion du 1er juillet 1926, il a été constitué définitivement le bureau du Syndicat des ouvriers coiffeurs, posticheurs autonomes de Bordeaux.

Secrétaire général, délégué à la propagande : Jean-Marcel Fauré ; secrétaire général adjoint : Latour François ; secrétaire adjoint : Moustou Joseph ; trésorier général : Métraux Robert-Angel ; trésorier adjoint : Paga Eloi ; archiviste : Paga Marcel.

Membres de la Commission : Armand Salanove, Manon Jean, Peyronneau Jean ; Ferré François, Robert Gonthier, Soudat Joseph.

P. S. — Les camarades secrétaires des organisations syndicales autonomes des villes citées : Toulouse, Libourne, Dax, Pau, Biarritz, Bayonne, Agen, Mont-de-Marsan, Arcachon, sont priés de se mettre en relation avec le secrétaire général à la propagande, pour former les syndicats de coiffeurs autonomes dans les villes citées plus haut.

Ecrire au camarade Latour François, 45, rue du Ha, Bordeaux, ou à Fauré Jean-Marcel, rue Beaulieu, 62, Bordeaux.

Pour le Syndicat : Latour, Fauré.

BREST. — PORTS, DOCKS ET TRANSPORTS. — Ayant appris au Comité national de l'U.F.S.A. que plusieurs syndicats avaient quitté la C.G.T. et la C.G.T.U. il s'est senti urgent que nous nous groupions dans l'autonomie à l'U.F.S.A. où il nous serait possible, de former une Fédération qui ne serait pas sous la férule des partis politiques.

Etant convaincu que les organisations économiques peuvent se passer de la tutelle des politiciens, je vous demande, Camarades, de vous mettre en rapport avec Tréguer, trésorier du Syndicat des Dockers Brestois, Maison du Peuple à Brest. Merci et salut syndicaliste.

J. Tréguer.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le Gérant : Jean GIRARDIN

Imprimerie spéciale du Libertaire

10-12, rue Paul-Lelong, Paris.

LA VIE DE L'UNION

COMITE D'INITIATIVE DE L'U. A. C.

Réunion du nouveau C. I. lundi prochain, 19 juillet, à 20 h. 30, local habituel. Que tous soient présents, décisions importantes à prendre.

PARIS-BANLIEUE

FEDERATION DE LA REGION PARISIENNE. Comité d'Initiative Fédéral mardi 20 juillet, à 20 h. 30. Décisions importantes à prendre.

Groupe des III^e et IV^e arrts. — Malgré la saison d'été et des défaillances inexcusables, le groupe ne mourra pas encore.

Réunion de tous les compagnons samedi 17 juillet à 20 h. 45, très précises au Bar du 12, rue Jean-du-Bellay, 4^e.

Ordre du jour : 1° Où en est le groupe ? Ce qu'il doit être ; 2° Le Congrès et ses décisions. Le secrétaire et le délégué sont priés d'être là.

GROUPE DU 20^e. — Jeudi 22 juillet, à 20 h. 30 précises, au Faisan Doré, 28, boulevard de Belleville. Controverse entre Marcel Lepoil et Louis Loréal sur « ce qu'aurait dû faire les dirigeants russes ». Compte rendu du Congrès.

Que tous soient présents et à l'heure.

Groupe de Romainville. — Réunion du groupe le jeudi 22, salle de la Coopérative, place Carnot (angle rue Vve Aublet).

Groupe Libertaire Saint-Denis. — Réunion du groupe samedi à 20 h., que tous les copains y assistent, pour le compte rendu du Congrès de l'U. A. par le délégué.

Groupe du Bourget-Drancy. — Réunion du Groupe samedi 17 juillet, à 20 h. 30, salle bureau de tabac, place de la Mairie, Drancy.

Compte rendu financier du groupe. Compte rendu du Congrès d'Orléans.

TRIBUNE FEDERALE DU BATIMENT

LES ACCORDS DE LONDRES METTENT LA JOURNEE DE 8 HEURES EN PERIL

Nous voici avec un accord de 62 années sur les bras avec l'Angleterre :

Caillaux, le sauveur du Capitalisme international, prépare la grande pénitence. Les capitalistes, ses ennemis d'hier, commencent à l'encenser pour les résultats obtenus. Lesquels ?

Depuis l'offensive se déclenche, ce sont les industriels qui déclarent être concurrencés par les pays voisins, par la journée de 9 heures en Italie, par les changes élevés dans différents pays, etc. Nous lisons de l'Agence Tass le refus d'un million de réfugiés russes en Europe, dont 800.000 travaillent dans les champs et les mines.

La stabilisation des changes, si elle se réalise, va créer un chômage intense dans le pays. Nous devons nous préparer pour répondre à cette menace capitaliste, par la mise en demeure des obligations de supprimer le chômage par la diminution des heures de travail en général, et non par l'emploi de secours de chômage qui crée le farniente dans un peuple.

Attendu, d'après les économistes érudits, que si tous les adultes valides travaillaient, il n'y aurait pas de multiples heures de chômage. Pour chaque individu pourquoi ne pas appliquer cette méthode plutôt que celle des longues journées qui créent le marasme, la misère et les accidents nombreux ?

Aujourd'hui la cote des changes va à 193, demain nous entraîne le franc à zéro. Dès ce moment-là, le travail qui seul crée quelque chose peut obliger ses droits, si nous sommes organisés, et si nous ne nous laissons pas rouler par les politiciens avec leur Etat oppresseur.

Bâtimenteur, réveille-toi, le pain est à 2 fr. 60, tout augmente et ton salaire diminue, rejoins ton syndicat de classe, et ton syndicat la vieille Fédération qui défend ton indépendance et ton bien-être. Groupe, nous pouvons nous défendre ; isolés, nous sommes perdus dans la masse qui se laisse toujours charmer par des promesses sans résultats.

Les accords de Londres, sont la puce à l'oreille des patrons qui vont demander pour payer ces dettes que les ouvriers fassent des heures supplémentaires ; avec la stabilisation des changes les commançons pour l'étranger vont baisser et le chômage va augmenter. Triste perspective ! Avec ce Congrès de l'Emigration, dont Corrier a fait un compte rendu, nous signalant que l'on ne peut attendre aucune solution rapide, vu la désorganisation des forces du travail en Europe par les partis politiques.

Nous voilà à pied d'œuvre, et une tâche ardue à réaliser. Ne boudons pas à l'action, voilà le premier facteur : éviter l'esclavage.

Le Bureau Fédéral.

Fédération Nationale du Bâtiment. — Le Comité National de la Fédération Nationale du Bâtiment se tiendra les samedis 17 et dimanche 18 juillet, salle Fernand Pelloutier, premier étage, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, Paris (10^e).

Ordre du jour

1° Rapport moral et financier ;
2° La situation financière fédérale ;
3° Propagande générale (8 heures, salaires, décrets d'administration publique hygiène et sécurité, etc.) ;
4° Les délégués ouvriers à la sécurité ;
5° Nomination d'un secrétaire-trésorier ;
6° Questions diverses.

Le Bureau Fédéral.

N.-B. — Tous les camarades porteurs de la carte fédérale seront admis aux débats à titre audilif.

A LYON. — Chez les charpentiers en fer. Nous recevons de Lyon que nos camarades charpentiers en fer, levageurs et parties similaires, sont en grève pour rajuster leurs salaires au coût de la vie.

Toutes nos corporations lyonnaises rentrent dans la bataille les unes après les autres, et malgré les résultats déjà obtenus, les entrepreneurs intransigeants laissent éclater un conflit qui aurait pu se solutionner avec un peu de bonne foi de leur part.

La Chambre patronale veut user les syndicats du Bâtiment, elle se trompe, plus elle est tenace, plus nos camarades s'organisent solidement pour obtenir de meilleures conditions de travail.

Nos charpentiers en fer, à l'image de nos charpentiers de la Seine, sont groupés, et chez eux l'esprit d'organisation et de solidarité n'est pas un vain mot.

Cette partie du Bâtiment est une de celles des plus dangereuses et des plus difficiles : travaux en levage en permanence, travaux

PROVINCE

REIMS. — Groupe Terre et Liberté. — Les camarades anarchistes et sympathisants se réuniront le dimanche 18, à 9 heures, bar des Sports, rue Cérés, près la poste. Un camarade nous continuera la causerie sur l'Astronomie. Allons, camarades jeunes qui lisez les journaux anarchistes, venez parmi nous, vous instruire et vous égarer, toutes nos causeries se font en camaraderie.

Groupe Anarchiste Bien-Etre et Liberté, Toulouse. — Si nous n'y prenons garde, un crime monstrueux va s'accomplir dans l'Amérique, au pays des Ford et des Rockefeller. Deux hommes, deux militants anarchistes, Sacco et Vanzetti sont en danger de mort. Accusés d'un crime, dont ils sont innocents, et cela fut prouvé, condamnés voici 5 ans à la peine de mort, après un procès révoltant de parti pris, ils ont vu ces jours derniers, rejeter par la Cour suprême, leur pourvoi en cassation, l'ultime planche de salut.

Allons-nous les laisser assassiner. Leurs bourreaux préparent déjà la fatale chaise électrique, ou la nouvelle chambre à gaz, l'invention diabolique récente. Si nous n'agissons pas au plus vite, si notre protestation énergique ne donne pas à réfléchir aux représentants yankees, qui en ce pays, représentent les gouvernements américains, tout est perdu pour nos deux amis.

L'acte d'ordre vous restera insensible au sort tragique de ces deux hommes, payant de leur vie, d'être des révolutionnaires sincères et probes.

Notre agitation entreprise doit aboutir à la libération immédiate et complète de Sacco et Vanzetti.

Malgré les articles parus dans la grande presse, relatant la nouvelle d'une suspension de peine de quelques jours de plus, nous ne devons pas nous arrêter et notre activité doit redoubler d'effort. Le groupe anarchiste vous invite à venir protester, avec eux, vous assisterez en masse au grand meeting de protestation, dimanche 18 juillet, à 10 heures du matin, salle de l'ancienne Faculté des lettres, où vous débattrez à tous les tortionnaires, que vous êtes prêts à vous défendre.

en hauteur et dangereux. Refuser le rajuster les salaires à ces bâtimenteux, c'est vouloir toucher la pierre angulaire du Syndicat. Nos camarades de là-bas sont décidés à lutter jusqu'au bout.

Aidons-le morallement et matériellement. Jusqu'à nouvel ordre la place de Lyon est à l'interdit.

Nos camarades trouveront en la vieille Fédération du Bâtiment tout l'appui moral et matériel jusqu'à la victoire. Le Bureau Fédéral.

Nous rappelons également que nos camarades couvreurs lyonnais continuent toujours la bataille.

Les fumistes industriels de la Seine, en sont à leur 6^e semaine de mouvement.

A tous nos syndicats des listes de souscription ont été envoyées, qu'ils pressent les envois pour assurer la victoire des camarades en lutte.

Envoyez les fonds à la Fédération, chèque postal C. C. 24-05, Paris (19^e).

L'ENCYCLOPÉE ANARCHISTE

Le 7^e Fascicule est sous presse. Il sera incessamment expédié aux abonnés.

Voici les mots que comprend ce septième fascicule : cambriolage, caméléon, candidat, capital (le), capitalisation, capitalisme, capitaliste (la, classe), capitulation, capitaine, capitale, caractère, cardinal, carême, carence, caricature, Carnagion (la), carnage, carnation, carter, caserne, cassation (cœur de), caste, castation, castisme, cataclysme, catégorie, catholicisme, causale, cause, causeuse, causticité, cauteleux, célérité, célibat, cellule, censure, centralisme, cerveau, Chambre (la), change, chantage, charité, charlatanisme, charnier, charrie, chastelet, Châtelet (le), chauvinisme, chère (la vie), chômage, christianisme, citoyen, civilisation, civisme, clan, clarté, classe (tulle de), classification, clergé, cléricisme.

Cette énumération souligne éloquentement l'intérêt considérable de ce septième fascicule.

Le huitième suivra de près la publication du septième. J'espère que ce huitième fascicule paraîtra dans les derniers jours de juillet ou les tout premiers jours d'août.

Et le neuvième fascicule qui est, à peu de chose près, tout à fait mis au point, sera probablement paru dans la dernière quinzaine du mois d'août.

Je rappelle aux camarades qui n'ont pas encore envoyé la suite de leur abonnement, qu'ils feront bien de se hâter et de se mettre à jour.

Ils y ont tout intérêt et ils le doivent.

Ils y ont intérêt, d'une part, pour ne pas subir d'interruption ni de retard dans la réception de l'« Encyclopédie Anarchiste » ; d'autre part, pour ne pas recevoir en même temps plusieurs fascicules qu'ils ne trouveraient pas le temps de lire, qu'ils se contenteraient de placer dans leur bibliothèque et qu'ils se borneraient à consulter de loin en loin, par ci, par là, à l'occasion.

Les abonnés ont en outre, le devoir de se mettre en règle avec notre caisse. Ces abonnés ne manqueront pas de le faire un jour ou l'autre ; mais en attendant, ils obligent l'Administration de l'E. A. à prévoir, dans le tirage de chaque fascicule, les exemplaires à réserver à ces retardataires. Et ce tirage exige des avances importantes que notre caisse a peine à supporter.

De la bonne volonté suffira à écarter cet inconvénient.

Sébastien Faure.

COMMUNICATIONS DIVERSES

(Suite)

Comité de Défense Sociale. — Mardi 20 courant, à 20 h. 30, salle de la Solidarité, 15, rue de Meaux, réunion de tous les adhérents.

Correspondance. Affaires en cours.

Affaire Sacco et Vanzetti, les meetings de province et de banlieue.

Nous prions tous les camarades de venir à cette réunion.

Cercle Anarchiste de Montmartre. — Salle Gaillard, 77, boulevard Barbès, métro : Marcadet, conférence tous les mercredis, à 21 heures. Le 21 juillet : « Le bilan de la science, ses bienfaits et ses méfaits », par E. Fournier. Entrée gratuite, bibliothèque, journaux et brochures.

Gruppo Pietro Gori. — I compagni sono invitati alla riunione per sabato sera 17 corrente. Chi ha regalato e offerto per la festa è vivamente pregato di portarli.